

DÉPARTEMENT

DRÔME

COMMUNE

BOURG-LÈS-VALENCE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU 12 AVRIL 2022

Convocation du 06/04/2022

Affichage le 13/04/2022

Étaient présents MM(Mmes) les conseillers municipaux :

Nombre de conseillers en exercice	33
Nombre de conseillers présents	27
Nombre de conseillers absents	1
Nombre de pouvoirs	5

Secrétaire de séance :

Sophie TANCHON

Marlène MOURIER, Éliane GUILLON, Aurélien ESPRIT, Dominique GENTIAL, Geneviève AUDIBERT, Robert TAFANKEJIAN, Audrey RENAUD, Florian REVERDY, Danièle PAYAN, Thierry BELLE, Sophie TANCHON, Tanguy GERLAND, Vincent FUGIER, Agnès LAPEYRE, Mahrez SELLAMI, Stéphanie MARILLAT, Rachel VAQUE, Chantal BILLIET, Mamadou DIALLO, Rosaline ASLANIAN-HABRARD, Alexandre BAILLET, Nancy GUIBOUD, Wilfrid PAILHÈS, Christiane RANC, Alexandre POTHAIN, Marie-Hélène MIRAMONT, Georges ISHACIAN

Sauf,

Paolino TOLA, pouvoir à Alexandre BAILLET
Manuel JAMAKORZIAN, pouvoir à Robert TAFANKEJIAN
Frédéric TREMBLAY, pouvoir à Wilfrid PAILHES
Maria CARLOMAGNO, pouvoir à M. ISHACIAN
Denis CLUZEL, pouvoir à Christiane RANC
Christian ROZO

11. PRESCRIPTION DE LA RÉVISION DU PLAN LOCAL D'URBANISME
(PROCÉDURE ALLÉGÉE)

Rapporteur
D. GENTIAL

Le Conseil départemental de la Drôme assure et gère un équipement public collectif d'hébergement des enfants dans le cadre de sa compétence de l'Aide Sociale à l'Enfance (ASE). Cet établissement est nommé « la maison des enfants » ; il se situe rue des Loisirs et est implanté sur une assiette foncière cadastrée en section AT sous les numéros 163, 167, 232 et 233, d'une surface de 11 910 m².

Pour assurer sa compétence d'aide à l'enfance, le Département a besoin de réaliser une extension de cet équipement. D'une surface existante de 1673 m² comprenant un internat de 32 lits, le bâtiment de la « maison des enfants » nécessite une extension pour améliorer le confort et la sécurité des enfants accueillis et des professionnels qui les accompagnent, en distinguant les activités d'internat (localisées exclusivement dans l'actuel bâtiment) des activités de jour et de réception du public.

Une partie du terrain d'assiette de cet équipement (parcelles AT 163 et 167 d'une superficie de 7531 m²) est classée en zone urbaine à vocation d'équipement public et collectif (Ue). L'autre partie (parcelles AT 232 et 233 d'une superficie de 4379 m²) est classée en zone naturelle protégée (Np) du plan local d'urbanisme (PLU) approuvé le 13 mars 2019, le règlement y interdit toute nouvelle extension et construction. Par ailleurs, une partie du tènement (parcelle 232 et partie Est de la parcelle 233 sur une surface d'environ 3100 m²) est couverte par le plan de prévention des risques d'inondation (PPRI) de la Barberolle, cette partie ne peut pas être constructible pour accueillir un établissement recevant du public.

En conséquence, pour permettre cette opération d'extension nécessaire au service départemental d'aide à l'enfance, il est nécessaire de réduire la zone naturelle de 5223 m² pour la classer en zone urbaine Ue à vocation d'équipement public ou d'intérêt collectif.

L'article L 153-34 du Code de l'urbanisme permet l'organisation d'une procédure de révision dite « allégée » lorsque la Commune envisage de réduire une zone naturelle et forestière, sans que cela ne porte atteinte aux orientations du projet d'aménagement et de développement durables (PADD). Il n'est donc pas nécessaire d'organiser un débat sur les orientations du PADD puisque celles-ci ne sont pas modifiées.

Le projet de cette révision vise à réduire la zone naturelle protégée (Np) du PLU de 5223 m², alors qu'elle représente au total 361 hectares. Il s'agit d'une réduction de 0,14 %, cela reste très mineur et n'impacte pas l'équilibre de la zone naturelle. Le terrain en question se trouve en continuité de la zone urbaine Ue et ne représente pas un maillon important de la trame verte. La réduction de la zone naturelle n'entraîne pas un fractionnement de la trame verte. En conséquence, une telle évolution du PLU ne porte pas atteinte au PADD, puisque la trame verte n'est pas touchée. Par ailleurs, ce projet répond à l'objectif 2 de l'orientation 4 du PADD « *assurer les besoins de la population en équipements et services* ». En effet, cette évolution du PLU vise à renforcer un service public assuré par le Département pour l'aide à l'enfance.

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment son article L 2121-29,

Vu le Code de l'urbanisme, notamment ses articles L 153-34, R 153-20 et R 153-21,

Vu le plan local d'urbanisme approuvé par délibération du Conseil municipal en date du 13 mars 2019 et modifié le 15 décembre 2021,

Considérant la nécessité de réduire la zone naturelle Np dans le secteur de la rue des Loisirs pour agrandir la zone urbaine à vocation d'équipements collectifs Ue et permettre au Conseil départemental de la Drôme d'assurer le service d'aide sociale à l'enfance par une extension d'un équipement sans que cela ne porte atteinte au PADD,

Vu l'avis de la commission municipale préparatoire en date du 5 avril 2022, le conseil municipal délibère en vue de :

Article 1

prescrire la révision du plan local d'urbanisme de la Commune, selon la procédure allégée prévue par l'article L 153-34 du Code de l'urbanisme.

Article 2

Les objectifs poursuivis par la Commune sont les suivants :

- assurer la continuité du service public d'aide sociale à enfance du Département de la Drôme,
- réduire la zone naturelle sur l'assiette foncière du Département cadastrée en section AT sous les numéros 232 et 233, accueillant l'équipement public de la maison des enfants afin de permettre une extension de celle-ci.

Article 3

Une concertation associant, pendant toute la durée de l'élaboration du projet de plan local d'urbanisme révisé, les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées sera organisée selon les modalités suivantes :

- mise à disposition du public sur le site internet de la ville et en Mairie de Bourg-lès-Valence pendant un mois du dossier présentant le projet de révision,
- le public sera informé par la presse, le magazine communal, internet et affichages,
- le public pourra émettre ses observations sur un registre en mairie, par courriel et par courrier.

Article 4

De donner autorisation au Maire pour signer tout contrat, avenant, convention concernant la révision du plan local d'urbanisme et pour solliciter une dotation de l'État

pour les dépenses liées à la révision du plan, conformément à l'article L 132-15 du Code de l'urbanisme.

Article 5

Conformément aux articles R 153-20 et R 153-21 du Code de l'urbanisme, la présente délibération sera affichée pendant un mois en mairie. Mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département. Elle sera, en outre, publiée au Recueil des actes administratifs de la Commune.

Article 6

Conformément à l'article L 153-11 du Code de l'urbanisme, elle sera notifiée à Madame le Préfet, au Président du conseil régional, au Président du conseil départemental, au Président de l'autorité organisatrice des transports VRD, au Président de Valence Romans Agglo, au Président du SCOT Grand Rovaltain, au Président de la chambre de commerce et d'industrie, au Président de la chambre des métiers, au Président de la chambre d'agriculture.

Est (sont) annexé(s) à la présente délibération le(s) document(s) suivant(s) :

Exposé des motifs

Adopté à la majorité

Résultat du vote : Pour : 24

Contre : 8

Abstention(s) : 0

Publié le 13 avril 2022

« Et les délibérants ont signé »
Pour expédition conforme

Fait à Bourg-lès-Valence,
le 13 avril 2022

Par délégation du Maire,
Le Directeur général des services,




François DECK